

Le parti de la guerre

Alain de Benoist

Les tambours de guerre ont recommencé à résonner. Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, appelle les pays de l'Alliance atlantique à se préparer à une troisième guerre mondiale. En France, le décret gouvernemental n°2025-1030 du 31 octobre 2025, publié au *Journal officiel* mais passé inaperçu, autorise le recours à des sociétés militaires privées pour apporter une assistance à un « pays tiers en situation de conflit armé ». Retour au mercenariat. Le service militaire va être rétabli sur la base du volontariat, ce qui permettra d'augmenter le nombre des réservistes. Le général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées, annonce une guerre avec la Russie « dans trois, quatre ans ». Son prédécesseur, Thierry Burkhard, avait déjà attribué à la Russie une déclaration (inexistante) faisant de la France son « principal adversaire en Europe ». Pour faire bonne mesure, le général de réserve Michel Yakovleff assure froidement que Donald Trump est un « agent du KGB » (sic) ! Un affrontement armé contre la Russie est désormais présenté, non plus comme une possibilité, mais comme une certitude

On avait répété pendant plus de soixante-dix ans que « l'Europe, c'est la paix ». Aujourd'hui, l'Europe, c'est la guerre. Du côté des comiques troupières de l'Union européenne, on a les vocalises de la Kallas estonienne, qui répète mécaniquement que « l'Ukraine doit gagner la guerre » – une guerre qu'elle a déjà perdue –, tandis qu'Ursula von der Leyen (la Hyène ?) déclare sans rire que l'Europe est « prête à l'action », alors qu'elle n'est prête à rien du tout (et que l'EU n'a aucune attribution en matière de défense). Les oies du Capital !

L'ère de la post-vérité avait commencé avec le Covid-19, avec déjà pour objectif d'instrumentaliser la peur en la transformant en panique morale. Sur les écrans de télévision, les généraux galonnés aux ordres ont remplacé les médecins Diafoirus, mais le principe est toujours le même : faire accepter ce qui, sans la peur, apparaîtrait clairement comme inacceptable.

« Nous sommes en guerre ! », proclame fièrement le chef de l'Etat (pas celui qui vient de sortir de prison, l'autre, le psychopathe), une formule qu'il adore d'autant plus que, n'ayant pas fait son service militaire, il n'a jamais entendu siffler une balle de sa vie. Lui aussi affirme ingénument que « la Russie ne doit pas gagner cette guerre » – pour parvenir à la paix, il faut prolonger la guerre ! Pour rallier l'opinion à cette folle chimère, il assure que « la Russie constitue une menace existentielle pour les Européens », alors qu'à Washington comme à Moscou ou à Pékin, ses rodomontades ne sont prises au sérieux par personne. Détesté par le peuple, incapable de mettre en place un gouvernement qui tienne ou de faire voter un budget alors que la situation financière du

pays est désastreuse, de protéger ses frontières ou de venir à bout du narco-terrorisme, Macron n'a plus aucune légitimité. Il tente de s'en refaire une en se rêvant en Napoléon de jardin. Après « la France en marche », c'est « la France en avant marche ! »

Il y a donc aujourd'hui un parti de la guerre. Un parti qui veut faire la guerre à la Russie tout en l'accusant de vouloir nous la faire. La nouveauté est que ce parti de la guerre ne campe pas sur des positions défensives, comme à l'époque de la guerre froide, mais sur des positions offensives : il recherche délibérément la guerre et fait tout ce qu'il peut pour mobiliser l'opinion. Les médias prennent naturellement le relais. Depuis le début du conflit en Ukraine, on s'était déjà vu infliger une information à sens unique concoctée par des chiens d'attaque et propagée par des ectoplasmes. Les partisans de la paix sont présentés de façon litanique comme des « poutiniens ». Bientôt, on dénoncera la « cinquième colonne » (l'éternel « parti de l'étranger »). Autrefois, dans l'imaginaire populaire, on voyait des soucoupes volantes, aujourd'hui on voit des drones.

Le parti de la guerre affirme que le meilleur moyen de parvenir à la paix est d'aider Zelensky à poursuivre une guerre qu'il est incapable de gagner. Il affirme qu'en soutenant l'Ukraine par tous les moyens, les Européens se prémuniraient eux-mêmes contre la « menace russe ». Il affirme qu'après quatre ans passés à reconquérir leur Alsace-Lorraine, les Russes vont se ruer vers la rade de Brest, en attendant de pousser jusqu'à Lisbonne et Gibraltar ! Il affirme que le peuple français – qu'on ne consultera jamais pour savoir ce qu'il en pense – doit se préparer dès maintenant à voir mourir ses enfants à la frontière russe « dans trois, quatre ans » pour soutenir, contre une puissance nucléaire, un pays où la France n'a pas le moindre intérêt vital. C'est tout simplement grotesque. Comme l'a dit Luc Ferry, on nage en plein délire !

Conquérir l'Europe ? Le Kremlin n'en a ni le désir ni les moyens. La « menace russe », dit Philippe de Villiers, est « le fantasme de quelqu'un qui n'a plus tout à fait sa raison ». Une « croyance dont il n'existe pas la moindre preuve », précise le géopolitologue John Mearsheimer. Les mêmes qui nous expliquent doctement depuis quatre ans que la Russie va s'effondrer d'un jour à l'autre assurent maintenant qu'elle s'apprête à envahir l'Europe ; bref, qu'elle est en train de perdre, mais qu'il faut l'empêcher de gagner – qu'elle est à la fois un ours sanguinaire et un tigre de papier. Comprenez qui pourra.

*

La guerre qui se déroule depuis quatre ans en Ukraine est à la fois une guerre de sécession, une guerre d'autodéfense, une guerre fratricide et une guerre par procuration entre l'OTAN et la Russie. Elle a déjà fait des centaines de milliers de morts parmi les jeunes Européens, Russes et Ukrainiens. Elle n'aurait dû jamais avoir lieu, et elle aurait pu prendre fin depuis longtemps. Sa cause première est connue : la volonté des Etats-Unis de pousser l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie. L'OTAN ne l'a pas fait par sympathie pour le nationalisme ukrainien, qu'elle s'est bornée à instrumentaliser à son profit, mais pour briser le grand continent eurasiatique, pour couper l'Europe de la puissance russe dont elle est naturellement complémentaire, et bien sûr pour empêcher

la formation d'un axe Paris-Berlin-Moscou. Les Américains ont conçu ce projet dès l'effondrement du système soviétique. Les Russes avaient pourtant fait savoir en avril 2008, il y a plus de quinze ans, que l'extension de l'OTAN jusqu'à l'Ukraine représenterait pour eux une ligne rouge et un *casus belli*. On a choisi de ne pas tenir compte. On a donc décidé d'utiliser l'Ukraine contre la Russie. Le malheureux peuple ukrainien est tombé dans le piège, et l'on en est arrivé là.

Les Européens sont entrés dans cette guerre à reculons. En prenant position pour l'un des deux camps au lieu de se poser en médiateurs, ce qui aurait été la seule position raisonnable, en cherchant à identifier des « coupables » plutôt qu'à agir conformément à leurs intérêts, en préférant des valeurs morales abstraites aux principes concrets du réalisme géostratégique, en se laissant entraîner dans une guerre anglo-saxonne dans laquelle ils n'avaient eux-mêmes aucun intérêt existentiel ou vital, ils ont à leur tour mis la main dans l'engrenage d'une montée aux extrêmes. Plus le temps a passé, plus ils sont apparus de leur plein gré comme des cobelligérants. Aujourd'hui, alors que les Américains veulent se désengager et que l'armée ukrainienne n'est plus en mesure de lancer la moindre offensive, ils se lancent dans une surenchère belliciste qui risque d'entraîner toute l'Europe dans une escalade pouvant déboucher sur une confrontation armée avec une puissance nucléaire. Il est difficile d'être plus irresponsable.

Le plus difficile dans une guerre, c'est de savoir comment l'arrêter. Le but de toute guerre est la paix, mais un cessez-le-feu n'est pas la paix (on le voit avec ce qui continue de se passer à Gaza et en Cisjordanie). Une guerre ne prend fin que lorsqu'un accord de paix a déterminé les conditions politiques d'un règlement des problèmes qui l'ont engendrée.

A l'heure où toutes les sociétés occidentales sont au bord de l'implosion, l'Europe endettée et à demi-ruinée a fourni plus de 200 milliards d'aide à l'Ukraine. Cette aide massive n'a servi à rien, sinon à augmenter le nombre des morts. Elle a permis à l'Ukraine de poursuivre la guerre, mais ne lui a jamais donné la possibilité de la gagner. Sans l'aide militaire occidentale, cette guerre aurait pris fin depuis longtemps. Constatant que l'Ukraine a perdu la guerre malgré le soutien des Américains, les Européens en tirent la conclusion surréaliste qu'elle la gagnera avec uniquement leur aide – sans même comprendre que plus la guerre durera, moins l'Ukraine pourra négocier.

Les Européens se plaignent de n'avoir pas été associés aux projets d'accords de paix négociés d'abord entre les Russes et les Américains. Cette plainte serait plus crédible s'ils avaient dans le passé tenté de s'interposer ou de jouer un rôle de médiateur. Ils rêvent maintenant d'un accord de paix qui ignorerait la réalité des rapports de force sur le terrain, c'est-à-dire d'un accord où les vainqueurs et les vaincus seraient également gagnants, ce qui ne s'est évidemment jamais vu (en 1918, l'Allemagne n'était plus en position de dicter ses conditions). Ils voudraient que l'Ukraine, avec à peine 25 millions d'habitants, puisse avoir en temps de paix une armée de 800 000 hommes, soit plus que les armées britannique, française et allemande réunies. Ils parlent de « garanties de

sécurité » pour l'Ukraine sans comprendre que la seule vraie garantie pour l'Ukraine, c'est sa neutralité.

« Nous marchons vers la guerre comme des somnambules », avait écrit Henri Guaino le 15 mai 2022. Quatre ans plus tard, les somnambules ne sont toujours pas réveillés. Dès le début, ils ont été dans le déni de réalité (la Russie est « isolée », l'Ukraine « va gagner », les sanctions sont « très efficaces », etc.), ils entendent bien y rester. Ils ne veulent pas voir que sur le terrain, les jeux sont faits – que la messe est dite ! Ils n'ont toujours pas compris que les relations internationales ne sont pas une affaire de principes moraux, mais de rapports de force. Ils ne comprennent pas que de nouveaux rapports de force sont en train de s'imposer un peu partout dans le monde. Se croyant toujours à l'époque de la guerre froide, ils ne s'aperçoivent pas que la défaite ukrainienne est aussi celle de l'« Occident collectif » et que cet « Occident » a déjà disparu, en même temps que l'atlantisme dont il était le support.

L'Europe est aujourd'hui dirigée par des ectoplasmes ou des somnambules convertis au bellicisme. Les trois alliés (France, Allemagne, Angleterre) trépignent et rivalisent de rodomontades comme des gamins dans un bac à sable en menaçant de rejouer l'Opération Barbarossa, cette fois sans la Wehrmacht (mais avec la Bundeswehr). Aussi crédibles que la grenouille qui cherche à se faire passer pour un bœuf, ils font semblant de croire qu'ils ont les moyens de peser sur la situation alors qu'ils n'en ont pas l'ombre du commencement. En fait, ils sont tout nus. Comme des petits coqs qui battent des ailes en cherchant leurs muscles, des canards sans tête qui courent dans tous les sens, ils multiplient les gesticulations, les palabres, les postures et les incantations, les engagements intenables et les réunions inutiles. Leur « coalition des volontaires » fait penser aux figurants du Châtelet qui chantent « Marchons, marchons ! » tout en restant sur place. Pour « aider davantage l'Ukraine », on va rogner sur les budgets, on va voler les avoirs russes, on va acheter aux Américains des armes que l'OTAN donnera ensuite à l'Ukraine, on va exonérer les dépenses militaires des critères de Maastricht, on va envoyer des avions Rafale que l'on n'a pas, on va octroyer des prêts payables en monnaie de singe, on va déployer des troupes on ne sait où, ni comment ni pourquoi. La vérité est qu'ils n'ont tout simplement pas les moyens de prendre le relais – et ne sont pas près de les avoir. Spectacle pitoyable.

Pendant ce temps, les Français qui ont du mal à boucler leurs fins de mois se demandent comment l'on peut trouver autant de milliards pour un pays étranger qu'ils ont déjà du mal situer sur la carte, alors qu'on en trouve aussi peu pour améliorer leur propre situation. Les plus avisés voient bien aussi que les sanctions contre la Russie ont provoqué une explosion des prix de l'énergie et accéléré la désindustrialisation allemande, sans pour autant faire vaciller l'économie russe, et qu'en France leur effet le plus clair a été de nous faire acheter du gaz liquéfié aux Etats-Unis quatre fois plus cher que le gaz russe. Quant aux « menaces », ils n'en voient pour l'instant qu'une seule : celle qui vient, non pas de l'Est, mais du Sud.

Donald Trump est un caractériel, mais un caractériel réaliste. Prenant le contre-pied de son prédécesseur, il veut en finir au plus vite avec cette guerre car il sait bien qui tient

les cartes et quelle est la réalité du terrain. La guerre l'empêche de faire des affaires et retarde d'autant la reconstruction de l'Ukraine, dont l'Américain Blackrock sera le grand bénéficiaire. Ce qu'il redoute, lui, ce n'est pas la « menace russe » ou les « ambitions impériales » du Kremlin, mais le renforcement de l'alliance de la Chine et de la Russie. Les Européens, qu'il méprise, hélas à juste titre, ne sont eux-mêmes à ses yeux qu'un enjeu de sa guerre commerciale contre la Chine. Quand la guerre s'achèvera, on s'apercevra qu'il y a un petit vainqueur (Poutine) et un petit vaincu (Zelinsky), mais que le grand gagnant est l'Amérique et le grand perdant l'Union européenne.

*

De Gaulle disait « La défense est la première raison d'être de l'Etat ». Il avait raison. Le réarmement que les différents pays européens se disent maintenant décidés à mettre en œuvre est donc parfaitement justifié. Mais à deux conditions. La première est que ce réarmement ne décrète pas par avance d'un ennemi de principe, mais envisage toutes les éventualités : l'Europe n'a pas plus vocation à être américanisée qu'à être russifiée, sinisée ou islamisée. Ce n'est d'ailleurs pas la Russie, mais les Etats-Unis qui ont à date récente revendiqué l'annexion d'un territoire sous juridiction européenne, le Groenland en l'occurrence. Il faut en revenir à l'autonomie stratégique « tous azimuts » théorisée par le général de Gaulle.

La seconde est de prendre acte du découplage qui a mis un terme à l'Alliance atlantique, de se rendre compte qui si l'Europe est aujourd'hui désarmée, si elle a jusqu'ici consacré si peu à sa défense, c'est avant tout parce qu'elle s'est déchargée sur le « grand frère » américain du soin d'assurer sa sécurité. L'OTAN, de ce point de vue, n'a jamais été que la garantie durable qu'aucune Europe de la défense ne puisse voir le jour. On voit aujourd'hui ce qu'il en était réellement et combien le « parapluie » militaire américain était pour l'essentiel inexistant. Mais les Etats-Unis n'en conservent pas moins le contrôle de quasiment tous les armements européens : tous dépendent peu ou prou de Washington, qui continue d'en assurer le contrôle technique, systémique ou opérationnel. En 2022, 69 % de l'armement importé en Europe était importé des Etats-Unis (contre 43 % en 2018). Un réarmement de l'Europe qui ne chercherait pas à sortir de cette dépendance et à rompre avec qui reste du lien transatlantique n'aurait aucun sens. En d'autres termes, pas de défense européenne sans préférence européenne, pas de puissance militaire autonome sans souveraineté politique.

Ce n'est donc pas la menace russe, mais le désengagement américain qui impose à l'Europe de réfléchir à nouveaux frais sur les conditions de son autonomie stratégique en matière de défense et sur la possibilité de parvenir à un système d'équilibre et de sécurité collective reposant sur l'entente de l'Europe et de la Russie, qui soit propre à désarmer les turbulences susceptibles de se manifester dans la zone des confins.

Il ne semble pas, malheureusement, que l'on en prenne le chemin, puisqu'au lieu de se demander quel type de puissance ils peuvent recréer par leurs propres moyens, les Européens cherchent désespérément à « restaurer les liens avec les Etats-Unis » et ne manquent pas une occasion de se présenter comme désireux d'en rester les alliés. Ce qui

montre qu'une fois encore, ils n'ont pas compris ce qui se passe sous leurs yeux. Ayant abandonné les croisades idéologiques et morales au profit d'un « réalisme pragmatique et transactionnel », les Américains ont renoncé à jouer les gendarmes du monde, mais ils veulent conserver leur hégémonie sur l'Occident. Ils ne désirent plus avoir des alliés, mais seulement des vassaux et des clients

Un véritable réarmement des pays européens prendra au moins quinze ans, c'est dire que la situation en Ukraine n'en sera nullement affectée. Il y faudra beaucoup d'argent (la feuille de route européenne pour la préparation de la défense à l'horizon 2030 est dotée de 800 milliards d'euros), mais plus encore d'énergie morale et de volonté politique. Comme le résume Bill Durodié : « La guerre est autant une question de mentalité que d'équipement. Quadrupler les dépenses de défense n'a aucune conséquence si personne n'est prêt à se battre ». L'une des ironies de l'histoire est que ceux qui ont, pendant plus de soixante-dix ans, mis en garde contre le spectre du « militarisme allemand » se félicitent aujourd'hui que l'Allemagne, seul pays avec la Pologne à investir massivement dans sa défense, soit en passe de devenir la première armée d'Europe

A un moment où tout le monde cite la maxime *Si vis pacem para bellum*, il convient de ne pas oublier que ce célèbre adage ne signifie pas qu'il faut se préparer à la guerre pour faire la guerre, mais qu'il faut s'y préparer pour préserver la paix. En de tels moments, la seule question qui vaille d'être posée, c'est : où est l'intérêt de la France ? où est l'intérêt de l'Europe ? Le reste n'est que bavardage.

Alors, la menace russe ? Citons encore une fois ce beau proverbe géorgien : « Le berger a fait craindre le loup au mouton durant toute sa vie, mais à la fin c'est le berger qui le mange ».

Source : éditorial de la revue Eléments, n° 218 – mars 2026